

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

REVUE DE PRESSE

Rapport annuel sur l'état de la France en 2013

*Assemblée plénière du 8 octobre
2013*

Commission temporaire
Rapporteur : M. André-
Jean Guérin

Date	Média	Titre
1 .10	Bulletin Quotidien	Le Conseil économique, social et environnemental présentera la semaine prochaine son rapport sur l'état de la France en 2013
2.10	Caduresco.com	Présentation du projet de rapport annuel sur l'état de la France en 2013
8.10	Bulletin Quotidien	L'Assemblée plénière du Conseil économique social et environnemental, examinera aujourd'hui le « rapport annuel sur l'état de la France en 2013 »
8.10	La Correspondance économique	L'Assemblée plénière examinera aujourd'hui le « rapport annuel sur l'état de la France en 2013 »
8.10	AFP	Cese : prendre en compte « l'exaspération » des peuples européens face à l'austérité
8.10	Lefigaro.fr	Europe : « exaspération » face à l'austérité
8.10	Boursorama.com	Cese : prendre en compte « l'exaspération » des peuples européens face à l'austérité
8.10	Lexpress.fr	Cese : prendre en compte « l'exaspération » des peuples européens face à l'austérité
8.10	20minutes.fr	« Les Français doivent envisager l'avenir avec sérénité »
8.10	Acteurspublics.com	Le CESE prône une réforme de l'Etat basée sur le développement durable
8.10	AFP	Conseil économique et social : le rapport sur l'état de la France rejeté
8.10	Boursorama.com	Conseil économique et social : le rapport sur l'état de la France rejeté
8 .10	Lexpress.fr	Conseil économique et social : le rapport sur l'état de la France rejeté
8.10	Bulletin Quotidien	L'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (Cese) rejette un projet d'avis sur l'état de la France
8.10	La Correspondance économique	L'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (Cese) a rejeté un projet d'avis sur l'état de la France

8.10	Lesechos.fr	Etat de la France : pour la première fois, le CESE n'a pas réussi à dégager un accord
8.10	Orange.fr	Etat de la France : pour la première fois, le CESE n'a pas réussi à dégager un accord
9.10	L'Opinion	Le rapport sur l'Etat de la France rejeté : une première !

1.10.13

Le Conseil économique, social et environnemental présentera la semaine prochaine son rapport sur l'état de la France en 2013

Le Conseil économique, social et environnemental présentera la semaine prochaine son rapport sur l'état de la France en 2013.

A partir du constat fait, le Conseil présentera quatre séries de propositions : écarter le risque de déflation, s'engager dans une convergence sociale et fiscale en Europe, orienter la stratégie et la prospective pour la France à l'aune du développement durable et continuer à développer des plateformes et des pôles de compétitivité régionaux.



2.10.13

Présentation du projet de rapport annuel sur l'état de la France en 2013

La mission du Conseil économique, social et environnemental (CESE) est de nourrir le débat public et d'éclairer le gouvernement dans la détermination des grandes orientations de l'avenir de la nation et des objectifs à moyen et long termes de son développement économique, social, culturel et environnemental.

Après une analyse des mutations et crises qui bouleversent le monde, le projet de rapport sur l'état de la France en 2013 formule des préconisations ambitieuses afin de renforcer la capacité du pays à relever les défis qui se pose à lui, et à aborder avec optimisme une transition vers un monde nouveau.

8.10.13

**L'Assemblée plénière du Conseil économique social et environnemental, examinera aujourd'hui le
« rapport annuel sur l'état de la France en 2013 »**

"Rapport annuel sur l'état de la France en 2013". Ce rapport est présenté par M. André Jean-GUERIN, ingénieur honoraire des ponts, des eaux et des forêts, membre du Conseil économique, social et environnemental, désigné par la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, au nom de la commission temporaire présidée par M. Philippe LE CLEZIO, secrétaire confédéral de la CFDT, chargé de la protection sociale.

Rappelons que le décret fixant l'organisation du Conseil depuis le début de cette mandature prévoit un rapport annuel sur l'état de la France.

Alors que "la France est dans le monde, le monde change, il change vite", le projet d'avis note que "les politiques communautaires et nationales sont prises entre court et long terme". Il rappelle que les Français restent pessimistes, "peu confiants dans toutes leurs institutions et organisations", alors que "les questions économiques, le chômage et le pouvoir d'achat sont en tête de leurs préoccupations, (...) craignent le déclassement pour leur pays et pour leurs enfants (... et) sont tentés par un repli nationaliste". Ainsi, pour le rapport, "face à leur paupérisation, l'amélioration de la situation des jeunes est devenue une priorité. Aujourd'hui, les transferts financiers socialisés représentent 400 milliards d'euros par an au profit des plus de 60 ans. Les inégalités de patrimoine se sont accrues entre 2004 et 2010, le patrimoine des 10 % les mieux dotés est 35 fois plus élevé que celui des 50 % les moins dotés. Leur transmission par la voie de l'héritage ou des donations devient une cause majeure de disparités au sein des jeunes générations. (...) Le rapport entre niveaux de vie des 10 % les plus riches et des 10 % les plus pauvres est passé de 6 à plus de 7, de 2002 à 2011".

La compétitivité reste un sujet majeur de préoccupation. Le projet d'avis note que si elle doit impérativement s'améliorer en France, "sa croissance systématique ne peut constituer une fin en soi", car elle dépend de nombreux facteurs (R&D, le coût du capital et celui du travail, le taux de change de l'euro). Ainsi, elle doit être évaluée par rapport aux autres pays, et "non de façon absolue, ce qui devrait en faire un élément à prendre en compte dans la construction européenne et non pas seulement comme un objectif de concurrence destructeur au sein de l'Union". Or, "les divergences ne se réduisent pas dans l'UE. Au contraire, elles s'amplifient y compris au sein de chaque pays. Tels pays développent des stratégies de dumping fiscal, tels autres de dumping social.

Comment comparer la compétitivité entre les Etats membres lorsque l'impôt sur les sociétés est si disparate ? Entre pays et agents économiques qui accèdent à des taux de financement éloignés de plusieurs points entre eux ? Entre pays qui garantissent un minimum salarial et d'autres qui, le refusant, exploitent délibérément des travailleurs sous-payés et précaires des nouveaux pays entrés dans l'Union ?". Dans le même temps, note le rapport, "en contraste avec une concurrence entre pays qui s'exacerbe sans intervention de l'Union, la rigueur des contraintes budgétaires imposées jusqu'à l'austérité au sein de la zone euro apparaît dogmatique".

Nécessité de poursuivre la construction européenne

Pour le projet d'avis, "l'avenir de la France passe par la poursuite de la construction européenne", mais dans un cadre précisé.

L'Assemblée plénière examinera aujourd'hui le « rapport annuel sur l'état de la France en 2013 »

"Rapport annuel sur l'état de la France en 2013". Ce rapport est présenté par M. André Jean-GUERIN, ingénieur honoraire des ponts, des eaux et des forêts, membre du Conseil économique, social et environnemental, désigné par la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, au nom de la commission temporaire présidée par M. Philippe LE CLEZIO, secrétaire confédéral de la CFDT, chargé de la protection sociale.

Rappelons que le décret fixant l'organisation du Conseil depuis le début de cette mandature prévoit un rapport annuel sur l'état de la France.

Alors que "la France est dans le monde, le monde change, il change vite", le projet d'avis note que "les politiques communautaires et nationales sont prises entre court et long terme". Il rappelle que les Français restent pessimistes, "peu confiants dans toutes leurs institutions et organisations", alors que "les questions économiques, le chômage et le pouvoir d'achat sont en tête de leurs préoccupations, (...) craignent le déclassement pour leur pays et pour leurs enfants (... et) sont tentés par un repli nationaliste". Ainsi, pour le rapport, "face à leur paupérisation, l'amélioration de la situation des jeunes est devenue une priorité. Aujourd'hui, les transferts financiers socialisés représentent 400 milliards d'euros par an au profit des plus de 60 ans. Les inégalités de patrimoine se sont accrues entre 2004 et 2010, le patrimoine des 10 % les mieux dotés est 35 fois plus élevé que celui des 50 % les moins dotés. Leur transmission par la voie de l'héritage ou des donations devient une cause majeure de disparités au sein des jeunes générations. (...) Le rapport entre niveaux de vie des 10 % les plus riches et des 10 % les plus pauvres est passé de 6 à plus de 7, de 2002 à 2011".

La compétitivité reste un sujet majeur de préoccupation. Le projet d'avis note que si elle doit impérativement s'améliorer en France, "sa croissance systématique ne peut constituer une fin en soi", car elle dépend de nombreux facteurs (R&D, le coût du capital et celui du travail, le taux de change de l'euro). Ainsi, elle doit être évaluée par rapport aux autres pays, et "non de façon absolue, ce qui devrait en faire un élément à prendre en compte dans la construction européenne et non pas seulement comme un objectif de concurrence destructeur au sein de l'Union". Or, "les divergences ne se réduisent pas dans l'UE. Au contraire, elles s'amplifient y compris au sein de chaque pays. Tels pays développent des stratégies de dumping fiscal, tels autres de dumping social.

Comment comparer la compétitivité entre les Etats membres lorsque l'impôt sur les sociétés est si disparate ? Entre pays et agents économiques qui accèdent à des taux de financement éloignés de plusieurs points entre eux ? Entre pays qui garantissent un minimum salarial et d'autres qui, le refusant, exploitent délibérément des travailleurs sous-payés et précaires des nouveaux pays entrés dans l'Union ?". Dans le même temps, note le rapport, "en contraste avec une concurrence entre pays qui s'exacerbe sans intervention de l'Union, la rigueur des contraintes budgétaires imposées jusqu'à l'austérité au sein de la zone euro apparaît dogmatique".

Nécessité de poursuivre la construction européenne

Pour le projet d'avis, "l'avenir de la France passe par la poursuite de la construction européenne", mais dans un cadre précisé.



8.10.13

Cese : prendre en compte « l'exaspération » des peuples européens face à l'austérité

Paris, 8 oct. 2013 (AFP) -

Le Conseil économique, social et environnemental (Cese) appelle les pays européens à prendre en considération "l'exaspération des peuples face à l'austérité" et plaide pour un salaire minimum dans tous les pays européens.

Dans la troisième édition de son projet de rapport annuel sur l'état de la France, publié mardi, le Cese estime "prioritaire" que "les politiques publiques au sein de la zone euro prennent en compte le risque déflationniste et l'exaspération des peuples face à l'austérité sans s'enfermer dans des normes budgétaires et les choix monétaires rigides".

Le Cese recommande que "le calendrier de retour aux équilibres budgétaires soit adapté afin de soutenir l'activité économique des prochaines années". Il "suggère d'inscrire les dépenses et investissements d'avenir au sens large dans un cadre pluriannuel" et "les isoler dans les calculs annuels du solde budgétaire".

Par ailleurs, le projet de rapport soutient "l'instauration d'un salaire minimal dans tous les pays membres" de l'UE, "y compris en Allemagne, en rapport avec leur niveau de développement".

Selon le Conseil, le travail effectué dans chaque pays doit "respecter le niveau de salaire minimum de ce pays" et non celui du pays d'origine. Il recommande l'établissement "rapide d'un calendrier précis" pour "une convergence vers un salaire minimum commun à l'ensemble de l'Union".

Pour orienter la stratégie de la France à l'aune du développement durable, il recommande que "la transition vers un développement durable inspire la conduite de la réforme de l'État dans la définition des missions", "des priorités" et "des moyens".

Il suggère de confier au Commissariat général à la stratégie et à la prospective "le soin de préparer la stratégie nationale de développement durable et de s'assurer qu'elle soit adoptée par le parlement comme loi de programmation".

Il préconise de "mesurer les diverses dimensions du bien-être collectif avec les indicateurs de développement durable" et que "le rapport sur l'état de la France qui s'appuie sur l'évolution de ces indicateurs soit sur la table des parlementaires au début du débat sur les lois de finances".

Evoquant des "données inquiétantes quant à la perte de compétitivité de la France", le texte "recommande de prolonger et compléter les soutiens d'innovation et de fertilisation des tissus industriels régionaux autour de plateformes et pôles de compétitivité".

Le projet de rapport a été élaboré par André-Jean Guérin (Groupe environnement et nature), en concertation avec l'ensemble des représentants des groupes du Cese. Le Conseil s'est appuyé sur des collaborations extérieures

(OFCE, Académie des technologies et la chaire de prospective du CNAM, CEVIPOF). Le texte est soumis au vote de l'assemblée plénière du Cese mardi.

8.10.13

Europe : « exaspération » face à l'austérité

Le Conseil économique, social et environnemental (Cese) appelle les pays européens à prendre en considération "l'exaspération des peuples face à l'austérité" et plaide pour un salaire minimum dans tous les pays européens.

Dans la troisième édition de son projet de rapport annuel sur l'état de la France, publié mardi, le Cese estime "prioritaire" que "les politiques publiques au sein de la zone euro prennent en compte le risque déflationniste et l'exaspération des peuples face à l'austérité sans s'enfermer dans des normes budgétaires et les choix monétaires rigides".

Le Cese recommande que "le calendrier de retour aux équilibres budgétaires soit adapté afin de soutenir l'activité économique des prochaines années". Il "suggère d'inscrire les dépenses et investissements d'avenir au sens large dans un cadre pluriannuel" et "les isoler dans les calculs annuels du solde budgétaire".

Par ailleurs, le projet de rapport soutient "l'instauration d'un salaire minimal dans tous les pays membres" de l'UE, "y compris en Allemagne, en rapport avec leur niveau de développement".

Selon le Conseil, le travail effectué dans chaque pays doit "respecter le niveau de salaire minimum de ce pays" et non celui du pays d'origine. Il recommande l'établissement "rapide d'un calendrier précis" pour "une convergence vers un salaire minimum commun à l'ensemble de l'Union".

Pour orienter la stratégie de la France à l'aune du développement durable, il recommande que "la transition vers un développement durable inspire la conduite de la réforme de l'État dans la définition des missions", "des priorités" et "des moyens".

Il suggère de confier au Commissariat général à la stratégie et à la prospective "le soin de préparer la stratégie nationale de développement durable et de s'assurer qu'elle soit adoptée par le parlement comme loi de programmation".

Il préconise de "mesurer les diverses dimensions du bien-être collectif avec les indicateurs de développement durable" et que "le rapport sur l'état de la France qui s'appuie sur l'évolution de ces indicateurs soit sur la table des parlementaires au début du débat sur les lois de finances".

Evoquant des "données inquiétantes quant à la perte de compétitivité de la France", le texte "recommande de prolonger et compléter les soutiens d'innovation et de fertilisation des tissus industriels régionaux autour de plateformes et pôles de compétitivité".

Le projet de rapport a été élaboré par André-Jean Guérin (Groupe environnement et nature), en concertation avec l'ensemble des représentants des groupes du Cese. Le Conseil s'est appuyé sur des collaborations extérieures

(OFCE, Académie des technologies et la chaire de prospective du CNAM, CEVIPOF). Le texte est soumis au vote de l'assemblée plénière du Cese mardi.

8.10.13

Cese : prendre en compte « l'exaspération » des peuples européens face à l'austérité

Le Conseil économique, social et environnemental (Cese) appelle les pays européens à prendre en considération "l'exaspération des peuples face à l'austérité" et plaide pour un salaire minimum dans tous les pays européens.

Dans la troisième édition de son projet de rapport annuel sur l'état de la France, publié mardi, le Cese estime "prioritaire" que "les politiques publiques au sein de la zone euro prennent en compte le risque déflationniste et l'exaspération des peuples face à l'austérité sans s'enfermer dans des normes budgétaires et les choix monétaires rigides".

Le Cese recommande que "le calendrier de retour aux équilibres budgétaires soit adapté afin de soutenir l'activité économique des prochaines années". Il "suggère d'inscrire les dépenses et investissements d'avenir au sens large dans un cadre pluriannuel" et "les isoler dans les calculs annuels du solde budgétaire".

Par ailleurs, le projet de rapport soutient "l'instauration d'un salaire minimal dans tous les pays membres" de l'UE, "y compris en Allemagne, en rapport avec leur niveau de développement".

Selon le Conseil, le travail effectué dans chaque pays doit "respecter le niveau de salaire minimum de ce pays" et non celui du pays d'origine. Il recommande l'établissement "rapide d'un calendrier précis" pour "une convergence vers un salaire minimum commun à l'ensemble de l'Union".

Pour orienter la stratégie de la France à l'aune du développement durable, il recommande que "la transition vers un développement durable inspire la conduite de la réforme de l'État dans la définition des missions", "des priorités" et "des moyens".

Il suggère de confier au Commissariat général à la stratégie et à la prospective "le soin de préparer la stratégie nationale de développement durable et de s'assurer qu'elle soit adoptée par le parlement comme loi de programmation".

Il préconise de "mesurer les diverses dimensions du bien-être collectif avec les indicateurs de développement durable" et que "le rapport sur l'état de la France qui s'appuie sur l'évolution de ces indicateurs soit sur la table des parlementaires au début du débat sur les lois de finances".

Evoquant des "données inquiétantes quant à la perte de compétitivité de la France", le texte "recommande de prolonger et compléter les soutiens d'innovation et de fertilisation des tissus industriels régionaux autour de plateformes et pôles de compétitivité".

Le projet de rapport a été élaboré par André-Jean Guérin (Groupe environnement et nature), en concertation avec l'ensemble des représentants des groupes du Cese. Le Conseil s'est appuyé sur des collaborations extérieures

(OFCE, Académie des technologies et la chaire de prospective du CNAM, CEVIPOF). Le texte est soumis au vote de l'assemblée plénière du Cese mardi.

8.10.13

Cese : prendre en compte « l'exaspération » des peuples européens face à l'austérité

Le Conseil économique, social et environnemental (Cese) appelle les pays européens à prendre en considération "l'exaspération des peuples face à l'austérité" et plaide pour un salaire minimum dans tous les pays européens.

Dans la troisième édition de son projet de rapport annuel sur l'état de la France, publié mardi, le Cese estime "prioritaire" que "les politiques publiques au sein de la zone euro prennent en compte le risque déflationniste et l'exaspération des peuples face à l'austérité sans s'enfermer dans des normes budgétaires et les choix monétaires rigides".

Le Cese recommande que "le calendrier de retour aux équilibres budgétaires soit adapté afin de soutenir l'activité économique des prochaines années". Il "suggère d'inscrire les dépenses et investissements d'avenir au sens large dans un cadre pluriannuel" et "les isoler dans les calculs annuels du solde budgétaire".

Par ailleurs, le projet de rapport soutient "l'instauration d'un salaire minimal dans tous les pays membres" de l'UE, "y compris en Allemagne, en rapport avec leur niveau de développement".

Selon le Conseil, le travail effectué dans chaque pays doit "respecter le niveau de salaire minimum de ce pays" et non celui du pays d'origine. Il recommande l'établissement "rapide d'un calendrier précis" pour "une convergence vers un salaire minimum commun à l'ensemble de l'Union".

Pour orienter la stratégie de la France à l'aune du développement durable, il recommande que "la transition vers un développement durable inspire la conduite de la réforme de l'État dans la définition des missions", "des priorités" et "des moyens".

Il suggère de confier au Commissariat général à la stratégie et à la prospective "le soin de préparer la stratégie nationale de développement durable et de s'assurer qu'elle soit adoptée par le parlement comme loi de programmation".

Il préconise de "mesurer les diverses dimensions du bien-être collectif avec les indicateurs de développement durable" et que "le rapport sur l'état de la France qui s'appuie sur l'évolution de ces indicateurs soit sur la table des parlementaires au début du débat sur les lois de finances".

Evoquant des "données inquiétantes quant à la perte de compétitivité de la France", le texte "recommande de prolonger et compléter les soutiens d'innovation et de fertilisation des tissus industriels régionaux autour de plateformes et pôles de compétitivité".

Le projet de rapport a été élaboré par André-Jean Guérin (Groupe environnement et nature), en concertation avec l'ensemble des représentants des groupes du Cese. Le Conseil s'est appuyé sur des collaborations extérieures

(OFCE, Académie des technologies et la chaire de prospective du CNAM, CEVIPOF). Le texte est soumis au vote de l'assemblée plénière du Cese mardi.



8.10.13

INTERVIEW – Rencontre avec André-Jean Guérin, rapporteur du texte sur l'état de la France en 2013... Quel est l'état de la France en 2013? C'est à cette question qu'a tenté de répondre l'une des commissions du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Ce rapport doit être voté ce mardi après-midi. S'il est adopté, il sera adressé au parlement et au gouvernement.

Rencontre avec le rapporteur du texte, André-Jean Guérin.

Dans quel état est notre pays?

Dans un état contrasté. La France présente d'abord quelques particularités positives. En matière de lutte contre le réchauffement climatique, notre pays est très bien placé –il est l'un des Etats européens les moins émetteurs de gaz à effet de serre. Il nous faut maintenir cette avance et nous insistons sur la nécessité des investissements d'avenir et de la rénovation thermique des bâtiments. Dans ce domaine, les décisions prises récemment par le gouvernement vont dans le bon sens. Par ailleurs, et contrairement à l'Italie, à l'Espagne ou encore à l'Allemagne, notre pays présente une démographie équilibrée. C'est un élément positif à prendre en compte, y compris au niveau européen.

Que voulez-vous dire?

Une démographie équilibrée, c'est positif mais très coûteux. Notre pays doit financer des maternités, des crèches, des services sociaux, des écoles, des universités, etc. Ce sont des dépenses importantes, mais elles représentent un investissement, et la France devrait pouvoir les exclure du calcul de son déficit.

Quels sont les éléments qui vous inquiètent dans la situation actuelle de la France?

Le chômage et le sous-emploi. Nous insistons sur la question de la formation: 120.000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme, c'est un gaspillage considérable. Nous évoquons également les logements. Leur coût excessif a des répercussions sur la compétitivité de notre pays. Que ce soit à l'achat ou à la location, le budget élevé qu'y consacrent les Français impose des salaires plus importants que ceux versés à nos voisins, notamment allemands. Outre-Rhin, les logements sont bien moins onéreux. Nous soulevons enfin l'épineuse question des transferts financiers entre générations.

C'est-à-dire?

Les transferts effectués par les générations les plus anciennes vers les plus jeunes, que ce soit à travers des donations, des aides en nature mais surtout des héritages, sont des facteurs d'aggravation des inégalités. L'économiste Thomas Piketty l'a bien montré dans son dernier ouvrage: la part de l'héritage dans le revenu national ne cesse de s'accroître. Résultat: une personne riche le doit le plus souvent à de l'héritage, ensuite à de la spéculation, et seulement enfin au travail. Il y a donc à moyen terme un risque fort d'érosion de la valeur travail. Dans le rapport, vous accordez tout un chapitre aux nouvelles économies, comme l'économie circulaire, l'économie collaborative ou encore l'économie open source...

Dans quel but?

Toutes les études le prouvent: les Français sont pessimistes. Ils le sont plus que leurs voisins, mais aussi que les Afghans ou les Pakistanais. En mettant en avant les nombreuses initiatives prises par les particuliers, les collectivités, les associations ou encore les entreprises pour inventer de nouvelles façons de produire et de consommer, nous avons voulu démontrer aux Français qu'ils ont dans leurs

mains le potentiel leur permettant d'envisager l'avenir avec une grande sérénité... Et peut-être même susciter chez eux l'envie d'entreprendre.

Que pensez-vous de la proposition de Jacques Attali de transformer le Cese en un Conseil du long terme, dont les membres s'exprimeraient toujours en fonction des intérêts des générations futures? C'est une proposition qui avait déjà été formulée sous d'autres plumes et qu'à titre personnel, j'estime judicieuse. La prise en compte des enjeux de long terme a du mal à s'exprimer en démocratie, puisque ses rythmes, qui sont ceux des échéances électorales, sont relativement courts.

8.10.13

Le CESE prône une réforme de l'Etat basée sur le développement durable

Le développement durable doit "inspirer la conduite de la réforme de l'État", préconise le Conseil économique, social et environnemental (CESE) dans son rapport annuel sur l'état de la France, présenté le 8 octobre. Le CESE réclame une loi de programmation au Parlement.

"Il est temps d'accélérer la transition vers un développement durable", martèle le Conseil économique, social et environnemental (CESE) dans son rapport annuel 2013 sur l'état de la France, très porté sur les questions écologiques. "Nous avons tenu à y apporter davantage une dimension sociale et environnementale", reconnaît Philippe Le Clezio, président de la commission temporaire chargée de la rédaction du document, rendu public mardi 8 octobre [cliquez ici pour lire le projet de rapport avant son passage en séance plénière et l'adoption d'éventuels amendements]. La stratégie nationale de développement durable (SNDD) est au centre des recommandations du CESE. Le rapport préconise qu'elle soit confiée au Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP) pour «renforcer le caractère stratégique de l'exercice», et qu'elle soit "adoptée par le Parlement comme une loi de programmation". Elle doit aussi être évaluée grâce aux indicateurs de développement durable et inspirer "la conduite de la réforme de l'État". "Prenons le pari de la charte de l'environnement qui indique que les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable", a résumé André-Jean Guérin, membre du groupe "Environnement et nature" du CESE. Et pour mieux concilier ces enjeux et les impératifs budgétaires, "ce rapport doit être sur le bureau du Sénat et de l'Assemblée à chaque débat d'orientation", a-t-il ajouté, citant le dernier rapport de Jacques Attali, qui regrette que le CESE soit "sous-utilisé". Vaste programme... Raphaël Moreaux



8.10.13

Paris, 8 oct. 2013 (AFP) -

L'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (Cese) a rejeté mardi un projet d'avis sur l'état de la France, un événement rare dans cette institution, lié au refus du bloc des représentants patronaux.

Le texte rapporté par André-Jean Guérin (Groupe environnement et nature), au nom de la commission temporaire présidée par Philippe Le Clézio (Groupe CFDT), a recueilli 75 voix pour, 62 voix contre, et 46 abstentions, a indiqué le Cese, dans un communiqué.

Selon le règlement intérieur du Cese, pour être adopté, un projet d'avis en séance plénière doit obtenir un nombre de votes positifs supérieur à la moitié des votants (183 voix se sont exprimées mardi).

Les représentants des organisations patronales ont fait bloc contre le texte. Le groupe des entreprises (Medef, CGPME), celui de l'agriculture, de l'artisanat, des professions libérales ainsi que des personnalités qualifiées ont voté contre le projet d'avis.

Les syndicalistes du groupe CGT, et plusieurs de la CFTC se sont abstenus, tandis que les groupes CFDT, FO, CFE-CGC, Unsa, environnement et nature, organisations de jeunesse, mutualité, associations, ont approuvé le texte.

Selon un participant, les représentants patronaux ont reproché au projet de ne pas suffisamment prendre en compte les difficultés des entreprises liées à la compétitivité, au coût du travail et à la fiscalité.

De son côté, le groupe CGT a critiqué le texte pour ne pas insister sur les questions liées aux salaires, aux retraites, aux politiques d'austérité.

Il appartient désormais au bureau du Cese de décider de la suite à donner. Ces votes ne sont pas définitifs et les participants peuvent demander une modification jusqu'à mercredi, rappelle l'institution.

"Ce vote négatif est le reflet d'un débat vivant au sein de l'institution, et plus largement, des débats qui agitent la société", a réagi dans un communiqué, Jean-Paul Delevoye, président du Cese.

Selon lui, "la vocation du Cese n'est pas de faire consensus sur tous les sujets", mais "précisément" d'éclairer le politique sur ce qui pose question à notre société".

Le projet d'avis appelait notamment les pays européens à prendre en considération "l'exaspération des peuples face à l'austérité" et plaidait aussi pour un salaire minimum dans tous les pays européens. Il prônait aussi une stratégie de développement durable.

8.10.13

L'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (Cese) a rejeté mardi un projet d'avis sur l'état de la France, un événement rare dans cette institution, lié au refus du bloc des représentants patronaux.

Le texte rapporté par André-Jean Guérin (Groupe environnement et nature), au nom de la commission temporaire présidée par Philippe Le Clézio (Groupe CFDT), a recueilli 75 voix pour, 62 voix contre, et 46 abstentions, a indiqué le Cese, dans un communiqué.

Selon le règlement intérieur du Cese, pour être adopté, un projet d'avis en séance plénière doit obtenir un nombre de votes positifs supérieur à la moitié des votants (183 voix se sont exprimées mardi).

Les représentants des organisations patronales ont fait bloc contre le texte. Le groupe des entreprises (Medef, CGPME), celui de l'agriculture, de l'artisanat, des professions libérales ainsi que des personnalités qualifiées ont voté contre le projet d'avis.

Les syndicalistes du groupe CGT, et plusieurs de la CFTC se sont abstenus, tandis que les groupes CFDT, FO, CFE-CGC, Unsa, environnement et nature, organisations de jeunesse, mutualité, associations, ont approuvé le texte.

Selon un participant, les représentants patronaux ont reproché au projet de ne pas suffisamment prendre en compte les difficultés des entreprises liées à la compétitivité, au coût du travail et à la fiscalité.

De son côté, le groupe CGT a critiqué le texte pour ne pas insister sur les questions liées aux salaires, aux retraites, aux politiques d'austérité.

Il appartient désormais au bureau du Cese de décider de la suite à donner. Ces votes ne sont pas définitifs et les participants peuvent demander une modification jusqu'à mercredi, rappelle l'institution.

"Ce vote négatif est le reflet d'un débat vivant au sein de l'institution, et plus largement, des débats qui agitent la société", a réagi dans un communiqué, Jean-Paul Delevoye, président du Cese.

Selon lui, "la vocation du Cese n'est pas de faire consensus sur tous les sujets", mais "précisément" d'éclairer le politique sur ce qui pose question à notre société".

Le projet d'avis appelait notamment les pays européens à prendre en considération "l'exaspération des peuples face à l'austérité" et plaidait aussi pour un salaire minimum dans tous les pays européens. Il prônait aussi une stratégie de développement durable.

8.10.13

L'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (Cese) a rejeté mardi un projet d'avis sur l'état de la France, un événement rare dans cette institution, lié au refus du bloc des représentants patronaux.

Le texte rapporté par André-Jean Guérin (Groupe environnement et nature), au nom de la commission temporaire présidée par Philippe Le Clézio (Groupe CFDT), a recueilli 75 voix pour, 62 voix contre, et 46 abstentions, a indiqué le Cese, dans un communiqué.

Selon le règlement intérieur du Cese, pour être adopté, un projet d'avis en séance plénière doit obtenir un nombre de votes positifs supérieur à la moitié des votants (183 voix se sont exprimées mardi).

Les représentants des organisations patronales ont fait bloc contre le texte. Le groupe des entreprises (Medef,

CGPME), celui de l'agriculture, de l'artisanat, des professions libérales ainsi que des personnalités qualifiées ont voté contre le projet d'avis.

Les syndicalistes du groupe CGT, et plusieurs de la CFTC se sont abstenus, tandis que les groupes CFDT, FO, CFE-CGC, Unsa, environnement et nature, organisations de jeunesse, mutualité, associations, ont approuvé le texte.

Selon un participant, les représentants patronaux ont reproché au projet de ne pas suffisamment prendre en compte les difficultés des entreprises liées à la compétitivité, au coût du travail et à la fiscalité.

De son côté, le groupe CGT a critiqué le texte pour ne pas insister sur les questions liées aux salaires, aux retraites, aux politiques d'austérité.

Il appartient désormais au bureau du Cese de décider de la suite à donner. Ces votes ne sont pas définitifs et les participants peuvent demander une modification jusqu'à mercredi, rappelle l'institution.

"Ce vote négatif est le reflet d'un débat vivant au sein de l'institution, et plus largement, des débats qui agitent la société", a réagi dans un communiqué, Jean-Paul Delevoye, président du Cese.

Selon lui, "la vocation du Cese n'est pas de faire consensus sur tous les sujets", mais "précisément" d'éclairer le politique sur ce qui pose question à notre société".

Le projet d'avis appelait notamment les pays européens à prendre en considération "l'exaspération des peuples face à l'austérité" et plaidait aussi pour un salaire minimum dans tous les pays européens. Il prônait aussi une stratégie de développement durable.

8.10.13

L'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (Cese) rejette un projet d'avis sur l'état de la France

L'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (Cese) a rejeté hier un projet d'avis sur l'état de la France (cf. "BQ" d'hier), un événement rare dans cette institution, lié au refus du bloc des représentants patronaux.

Le texte rapporté par M. André-Jean CUERIN (Croupe environnement et nature), au nom de la commission temporaire présidée par M. Philippe LE CLEZIO (Groupe CFDT), a recueilli 75 voix pour, 62 voix contre, et 46 abstentions, a indiqué le Cese, dans un communiqué. Selon le règlement intérieur du Cese, pour être adopté, un projet d'avis en séance plénière doit obtenir un nombre de votes positifs supérieur à la moitié des votants (183 voix se sont exprimées mardi). Les représentants des organisations patronales ont fait bloc contre le texte. Le groupe des entreprises (Medef, CCPME), celui de l'agriculture, de l'artisanat, des professions libérales ainsi que des personnalités qualifiées ont voté contre le projet d'avis. Les syndicalistes du groupe CGT, et plusieurs de la CFTC se sont abstenus, tandis que les groupes CFDT, FO, CFE-CGC, Unsa, environnement et nature, organisations de jeunesse, mutualité, associations, ont approuvé le texte.

Selon un participant, les représentants patronaux ont reproché au projet de ne pas suffisamment prendre en compte les difficultés des entreprises liées à la compétitivité, au coût du travail et à la fiscalité. De son côté, le groupe CGT a critiqué le texte pour ne pas insister sur les questions liées aux salaires, aux retraites, aux politiques d'austérité.

Il appartient désormais au bureau du Cese de décider de la suite à donner. Ces votes ne sont pas définitifs et les participants peuvent demander une modification jusqu'à aujourd'hui, rappelle l'institution.

8.10.13

L'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (Cese) rejette un projet d'avis sur l'état de la France

L'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (Cese) a rejeté hier un projet d'avis sur l'état de la France (cf. "BQ" d'hier), un événement rare dans cette institution, lié au refus des représentants patronaux.

8.10.13

Etat de la France : pour la première fois, le CESE n'a pas réussi à dégager un accord

Pour la première fois, le CESE n'a pas réussi à dégager un accord. Depuis que le Conseil économique et social a ajouté l'environnement à ses compétences, c'est la première fois. Et sur les 25 dernières années, c'est peut être la quatrième seulement. Mardi, la troisième assemblée de la Constitution représentant la société civile a rejeté un projet d'avis qui lui était soumis : le rapport annuel sur l'état de la France en 2013, élaboré par une commission constituée pour l'occasion sous la présidence de Philippe Le Clézio, ancien numéro un de la fédération des finances de la CFDT. Sur les 183 votants, 75 ont voté pour, 62 contre et 46 abstentions. Or depuis sa réforme en janvier dernier, le règlement intérieur du CESE prévoit dans son article 44 qu'il faut que « le nombre de votes « pour » [soit] supérieur à la moitié des votants ». De ce fait, l'autre originalité de ce rejet est qu'il résulte d'une alliance que l'on pourrait qualifier d'objective entre des organisations pour le moins éloignées les unes des autres, et en particulier du patronat et de la CGT. Le rapport a fait l'unanimité contre lui chez les représentants des entreprises. Medef, CGPME, UPA, agriculteurs, professions libérales ont parlé à l'unisson, critiquant en substance son silence sur la nécessité de réduire le coût du travail, les impôts et les dépenses de l'Etat, résume un membre de l'institution. La CGT, elle, s'est abstenue au motif qu'il n'y avait dans le rapport « rien sur l'emploi, les retraites et les salaires », thèmes sur lesquels la centrale tente sans succès de mobiliser cette semaine, et « pas une position ferme pour combattre l'austérité », résume l'un de ses représentants. Ce faisant, le syndicat a contribué au rejet du texte, que souhaitait le patronat, alors qu'il aurait pu ne pas prendre part au vote.

Solidaires (dont les Sud), sur une ligne clairement contestataire, n'a pas fait le même choix. Il aurait voté pour le rapport, selon plusieurs sources. En d'autres temps, la centrale de Montreuil avait l'art et la manière de contribuer à fabriquer des décisions consensuelles au CESE pour contrer le patronat. Cela avait été le cas par exemple sur la réforme de la représentativité syndicale, dont une frange du patronat, emmenée par l'UIMM sous l'égide de Denis Gautier-Sauvagnac, ne voulait pas.



8.10.13

Etat de la France : pour la première fois, le CESE n'a pas réussi à dégager un accord

Pour la première fois, le CESE n'a pas réussi à dégager un accord. Depuis que le Conseil économique et social a ajouté l'environnement à ses compétences, c'est la première fois. Et sur les 25 dernières années, c'est peut être la quatrième seulement. Mardi, la troisième assemblée de la Constitution représentant la société civile a rejeté un projet d'avis qui lui était soumis : le rapport annuel sur l'état de la France en 2013, élaboré par une commission constituée pour l'occasion sous la présidence de Philippe Le Clézio, ancien numéro un de la fédération des finances de la CFDT. Sur les 183 votants, 75 ont voté pour, 62 contre et 46 abstentions. Or depuis sa réforme en janvier dernier, le règlement intérieur du CESE prévoit dans son article 44 qu'il faut que « le nombre de votes « pour » [soit] supérieur à la moitié des votants ». De ce fait, l'autre originalité de ce rejet est qu'il résulte d'une alliance que l'on pourrait qualifier d'objective entre des organisations pour le moins éloignées les unes des autres, et en particulier du patronat et de la CGT. Le rapport a fait l'unanimité contre lui chez les représentants des entreprises. Medef, CGPME, UPA, agriculteurs, professions libérales ont parlé à l'unisson, critiquant en substance son silence sur la nécessité de réduire le coût du travail, les impôts et les dépenses de l'Etat, résume un membre de l'institution. La CGT, elle, s'est abstenue au motif qu'il n'y avait dans le rapport « rien sur l'emploi, les retraites et les salaires », thèmes sur lesquels la centrale tente sans succès de mobiliser cette semaine, et « pas une position ferme pour combattre l'austérité », résume l'un de ses représentants. Ce faisant, le syndicat a contribué au rejet du texte, que souhaitait le patronat, alors qu'il aurait pu ne pas prendre part au vote.

Solidaires (dont les Sud), sur une ligne clairement contestataire, n'a pas fait le même choix. Il aurait voté pour le rapport, selon plusieurs sources. En d'autres temps, la centrale de Montreuil avait l'art et la manière de contribuer à fabriquer des décisions consensuelles au CESE pour contrer le patronat. Cela avait été le cas par exemple sur la réforme de la représentativité syndicale, dont une frange du patronat, emmenée par l'UIMM sous l'égide de Denis Gautier-Sauvagnac, ne voulait pas.

9.10.13

Le rapport sur l'Etat de la France rejeté : une première !

Du jamais vu ! L'assemblée du CESE a rejeté mardi le rapport annuel sur l'Etat de la France. Les 75 voix pour n'ont pas suffi à faire adopter cette étude de 265 pages, **pourtant très attendue**. Les deux années précédentes, les éditions avaient été adoptées sans difficulté

Quel est le comble pour le Conseil économique, social, et environnemental ? Produire un rapport sur l'Etat de la France et voir son assemblée plénière le rejeter. C'est ce qu'a vécu ce mardi 8 octobre le CESE. L'exercice devait être une simple formalité. André-Jean Guérin, le rapporteur, membre de la fondation Nicolas Hulot pour « *la Nature et l'Homme* », n'a pas caché sa colère à l'énoncé du scrutin. Son travail a été critiqué par les différentes personnalités qui se sont succédées dans l'imposant amphithéâtre. La plus virulente a sans doute été Catherine Foucher, la représentante du groupe artisanat, professions libérales, et entreprises. Elle a évoqué un « *document déséquilibré, partiel* », truffé de « *recommandations trop éloignées de la réalité* » et dénué de « *mesures urgentes pour retrouver la croissance* ». De façon plus polie, les représentants syndicaux ont eux-aussi témoigné de leur déconvenue. Ainsi, Denis Durand, au nom de la CGT, a souligné le manque d'originalité du rapport, et regretté qu'il « *ne prenne pas en compte les vraies préoccupations des travailleurs* ». Lors du vote, la centrale a toutefois préféré s'abstenir. Il est vrai qu'à la lecture de ce rapport sur l'Etat de la France, on s'interroge sur la pertinence de cette compilation qui reprend des travaux déjà bien connus de plusieurs organismes - OFCE, Insee, etc. Certes, cette année, le conseil s'est volontairement appuyé sur des collaborations extérieures, mais le résultat tourne à l'empilement de statistiques. Dans la longue – trop longue – partie consacrée au diagnostic, on apprend par exemple, comme autant de portes ouvertes, que le nombre de migrants dans le monde a explosé, que notre population vieillit, que le monde occidental traverse une crise économique violente, que la compétitivité est un sujet majeur, tout comme la transition énergétique, qu'il est urgent de lutter contre le chômage des jeunes. Et on comprend aisément la déception des membres quand en guise de solutions, pour le seul volet économique, le rapport préconise de « *prolonger et compléter les soutiens d'innovation et de fertilisation des tissus industriels régionaux autour de pôles de compétitivités* », de « *rapprocher université et industrie* », de « *favoriser les entreprises de taille intermédiaire* », de lutter contre la fraude fiscale. Bref, rien de très novateur !

Un joli point de chute. Ce désaveu pose évidemment la question de la crédibilité du CESE. A la fin de la séance, André-Jean Guérin, vexé, a mis le sujet sur la table. En 2010, le député UMP Hervé Mariton, avait plaidé pour la suppression de cette assemblée consultative, dont le coût annuel est estimé à 40 millions euros, sans compter les 30 CESE régionaux. A l'heure où la France cherche à faire des économies, la question n'est pas dénuée de sens.

D'autant que ce conseil constitue un joli point de chute pour de nombreuses personnalités issues de la société civile, accueillant pour leur fin de carrière d'anciens syndicalistes, représentants patronaux, etc. Les temps partiels que ces membres y effectuent ont-ils réellement vocation à être rémunérés plus de 3 700 euros par mois ? Désormais, le rapport sur l'Etat de la France doit passer entre les mains du bureau. Qui statuera.

40 millions d'euros

C'est le coût annuel du CESE. Ses membres, qui y siègent à temps très partiel, sont rémunérés 3700 euros par mois.

Fanny Guinochet.